

Meeting du 25 septembre 2007

Intervention de Graziella Lovéra Membre du bureau de la CGT

Bonjour à toutes et à tous,

Salut à toutes celles et tous ceux qui nous ont rejoints pour ce meeting qui clôt une journée de travail très intense de nos premiers responsables.

Depuis ce matin en effet, plus de 500 d'entre vous ont échangé dans 6 ateliers thématiques sur la façon la plus efficace de mettre en ordre de marche notre organisation pour faire valoir les revendications des salariés et imposer notre propre calendrier revendicatif.

C'est une initiative de rentrée inédite. Mais reconnaissons que c'est la rentrée elle-même qui est inédite. Peut-on d'ailleurs parler de rentrée, tant la période estivale a été marquée par de premières réformes structurantes comme la loi sur le service minimum qui porte mal son nom car elle vise surtout à porter une atteinte grave au droit de grève, ou la réforme fiscale qui offre sur un plateau plus de 13 milliards d'€uros à une toute petite minorité de foyers les plus fortunés.

Nicolas Sarkozy, l'hyper-président, comme l'ont surnommé les médias, a, depuis son élection et singulièrement depuis fin août, multiplié les interventions sur le terrain social, accumulé les discours programme, ouvert de nombreux chantiers, convoqué plusieurs conférences sociales, donné, avant même qu'elles se tiennent, les résultats auxquels les négociations avec les organisations syndicales devaient aboutir. Il a tour à tour annoncé un nouveau contrat social pour les salariés, une révolution culturelle et un nouveau pacte social pour les fonctionnaires. Et demain nous réserve sans doute encore quelques surprises du chef.

C'est une frénésie, un tournis permanent avec un objectif, celui d'imposer un calendrier serré pour des réformes qui ne répondent pas aux attentes des salariés et une méthode : en balancer 100 à la fois pour être sûr qu'au moins 50 ne pourront pas être démontées ! Les deux aspects sont à l'évidence liés : un calendrier serré et un pilonnage intensif sont les conditions pour que les salariés ne puissent s'approprier les questions posées, mesurer les enjeux qu'ils soulèvent, la cohérence globale des orientations qui les sous-tendent et les conséquences à la fois immédiates et de long terme sur leur vie de tous les jours. Quant à la consistance de la négociation, le Président l'a résumé en une phrase lors de son discours au Sénat : « Je serai ouvert sur les moyens et la méthode, mais je ne transigerai ni sur les objectifs, ni sur les principes » ;

Lorsque l'on fixe à la fois le calendrier et les objectifs, ce n'est pas une négociation, c'est un ultimatum !

Que les choses soient très claires, la CGT continuera à porter l'exigence de transparence et de démocratie sur tout ce qui est susceptible d'avoir un impact sur les droits des salariés. **Dans un pays moderne, on doit respecter la démocratie sociale.**

Il y a l'hyper communication, il y a le tournis médiatique, mais soyons convaincus que nous disposons de plus de marges de manœuvre que la situation ne laisse entrevoir, pour peu que nous tenions notre rôle syndical.

Cher(e)s amis, cher(e)s camarades,

Pour sortir de sa crise, notre pays a besoin de réformes, de changements économiques, sociaux et démocratiques profonds. Cette exigence de changements, les salariés en sont porteurs.

Dans notre contribution syndicale à l'occasion de la dernière campagne électorale, nous avons attiré l'attention des candidats sur la nature des changements souhaités par les salariés. Ils restent plus que jamais d'actualité et c'est à la qualité des réponses apportées que nous jugeons le nouveau gouvernement.

Si les salariés souhaitent des changements profonds, notre organisation syndicale aussi. Nous sommes une organisation de transformation sociale, pas une organisation du statu quo.

Ce que nous voulons, ce que veulent les salariés, ce n'est pas « conserver tout en l'état », c'est faire émerger de nouvelles conquêtes sociales qui modifient durablement les droits et les responsabilités de chacun.

Nous n'hésitons plus à nous engager lorsqu'il nous semble que des accords améliorent la situation des salariés ou leur donnent les moyens de mieux maîtriser leur vie individuellement et collectivement. Nous ne fuyons pas non plus, nos responsabilités, lorsque nous avons la possibilité de les exercer. Mais cela ne veut pas dire accepter n'importe quoi, accepter notamment des reculs sociaux sous prétexte qu'ils auraient été repeints dans des couleurs qui font moderne. La qualité du débat social dépend de la façon dont chacun des acteurs y contribue. Lorsque tout l'effort porte sur les salariés, lorsque les employeurs sont au prétexte de compétitivité exempts de toute contribution, lorsque d'un côté on prévoit une dépenalisation du droit des affaires pour alléger les contraintes sur les employeurs (y compris les patrons fraudeurs) alors même que l'on aggrave celles subies par les privés d'emploi, il n'y a rien d'étonnant à ce que de tels rejets dans l'atmosphère du débat public contribuent gravement à la dégradation du climat social !

La précarité, les bas salaires, le chômage de masse, la pénibilité du travail, les maladies professionnelles, les atteintes aux libertés syndicales et les entraves à l'instauration d'une démocratie sociale fondée sur la reconnaissance et la représentativité des organisations, les inégalités salariales, les discriminations, les petites retraites... voilà l'existant et voilà ce que nous voulons changer !

Non seulement nous n'avons pas peur des réformes, mais nous les revendiquons.

Disons-le clairement, pour sortir notre pays de la crise profonde qui le ronge, il faut répondre d'abord aux urgences sociales. Nous revendiquons une politique économique et sociale qui investisse dans l'emploi, dans les salaires, dans les qualifications et la formation, dans la recherche et l'appareil productif, dans les services publics. Une politique qui ne soit pas conduite selon les intérêts des rentiers, des spéculateurs et des plus aisés, mais une politique qui valorise la vraie richesse de notre pays que sont les salariés et leur travail.

Quelque chose me dit que ce type de réformes, le Medef n'en veut surtout pas !

Il en fait d'ailleurs la démonstration avec la négociation sur la pénibilité du travail pourtant prévue dans le cadre de la Loi de 2003 et à laquelle il fait obstinément obstacle. Si de nombreuses négociations doivent aboutir dans la précipitation sous peine que le Gouvernement légifère, remarquons comme il est urgent de laisser s'enliser celle-ci ! Pour cause, reconnaître la pénibilité de certains travaux, c'est induire sa prise en compte.

Démonstration est faite une nouvelle fois : le Medef n'aime pas « Les » réformes, il aime les siennes, celles qui sont conformes à ses intérêts !

Mais si le MEDEF veut voir émerger « Ses » réformes, nous pouvons nous lui imposer les nôtres. Pour cela, il nous faut être à l'offensive.

C'est comme cela que nous concevons notre participation, que nous voulons massive, à la manifestation nationale du 13 octobre à Paris, pour que, dans le privé comme dans le public, le gouvernement et le patronat reconnaissent enfin, et pas simplement dans les mots, qu'il existe dans ce pays des travaux pénibles et que cela doit avoir des conséquences en termes de départs à la retraite. Les salariés qui ont été meurtris dans leur chair par le travail, les accidentés du travail, ceux qui ont

subit l'amiante, les éthers de glycol, les pesticides, ont droit à réparation. Et nous allons avec eux la gagner !

A l'appel des organisations de défenses des accidentés du travail – l'Andeva et la FNATH, des mutuelles, de la FSU, de nombreuses associations et de la CGT, faisons du 13 octobre une grande journée de mobilisation et de manifestation des salariés du public et du privé.

Vous le comprenez, la solidarité pour obtenir un nouveau financement de la sécurité sociale, pour s'opposer à la mise en place de franchises médicales, pour faire reconnaître la pénibilité au travail est indispensable.

La réponse de la CGT à la crise que traverse notre pays est une réponse solidaire. Sans réponse solidaire, il n'y aura pas de conquêtes sociales.

De la réussite du 13 octobre dépend en grande partie, la bataille que nous menons pour la défense des régimes spéciaux de retraite et la retraite en général.

La CGT s'est déjà prononcée pour l'égalité de traitement de tous les salariés, mais évidemment en tenant compte de la spécificité, des contrats sociaux de certaines professions et notamment de la pénibilité réelle de certaines activités.

On ne peut pas stigmatiser des professions entières qui de plus n'ont que des petites retraites.

Il y en a assez, mais vraiment assez du thème des privilégiés. Mettons-tout sur la table et nous verrons qui sont les vrais privilégiés dans ce pays. On reparlera alors peut-être des 25 milliards d'ardoise dans les comptes sociaux que nous laissent, selon les calculs officiels de la Cour des comptes, ces dirigeants qui sont les heureux bénéficiaires des stock-options !

Le 18 octobre prochain, les cheminots, les électriciens et gaziers, se mobilisent pour défendre leurs droits, pour peser sur le gouvernement et leurs directions d'entreprise. Ils le font pour leurs retraites, mais aussi contre le projet de réductions d'effectif dans le Fret et la fermeture de nombreuses gares SNCF, contre la privatisation de GDF. Ils se mobilisent pour leurs salaires.

D'autres mobilisations unitaires sont en construction ; je pense notamment aux salariés de la fonction publique en butte à ce projet désastreux pour les citoyens de notre pays du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Je pense aussi aux agents des transports publics qui ont prévu de se revoir unitairement pour étudier les meilleures initiatives à lancer pour peser sur leurs directions d'entreprise.

Tous ces salariés se mobilisent dans les combats communs. La solidarité, ils connaissent et la mettent en œuvre. Je voudrai par exemple saluer leur récente décision de reporter au 18 octobre leur mobilisation initialement prévue le 17 pour participer à la journée mondiale de lutte contre la misère qui se tiendra le 17 et à laquelle appelle la CGT !

Le président Sarkozy a été très clair, l'alignement des régimes spéciaux est la condition pour aborder la 3^{ème} réforme des retraites prévues au début 2008, dont le MEDEF a pris la mesure en réclamant déjà le passage de l'âge de départ en retraite à 61 ans puis 62 ans.

Nous ne sommes pas dans cette perspective et nous la combattons.

Nous voulons là encore que tout soit mis sur la table. Nous proposons d'autres moyens de financement pour la retraite à 60 ans, un effort pour arrêter ce scandale du non emploi des plus de 55 ans dans le secteur privé. C'est le sens de la campagne de débat et de mobilisation sur la retraite que nous lançons dès maintenant.

Dans la période qui s'ouvre, où le Président dit vouloir tout accélérer, la CGT veut se tourner vers tous les salariés pour que ceux-ci s'organisent et interviennent. Nous ne nous laisserons pas empêtrer dans l'agenda du gouvernement, ni ne nous laisserons dicter les contenus des négociations. Ce qui nous

guide, ce sont les revendications des salariés. Ce sont celles-ci que dans les services, les entreprises, nous voulons faire avancer.

La première préoccupation des salariés, c'est celle du pouvoir d'achat. Pour le coup, le terme d'impatience, si souvent utilisé par le gouvernement pour ses propres réformes, est en matière de pouvoir d'achat particulièrement approprié. Les salariés ne peuvent plus attendre. Il faut des mesures concrètes le plus rapidement possible. L'alourdissement des postes logement, transport, alimentation dans le budget des familles devient insupportable, sans compter l'augmentation du prix de la rentrée scolaire et la mise en place prochaine de franchises médicales. Au 1^{er} juillet dernier, le gouvernement a fait le choix de ne pas augmenter le SMIC au-delà du minimum légal, ce qui était un encouragement pour les employeurs de ne pas augmenter les salaires. Le président de la République ne manque pas une occasion de parler du pouvoir d'achat mais c'est ...paroles, paroles, paroles. Les actes ne vont pas dans ce sens et il n'y a que les actes qui comptent ! Il est symptomatique que rien de concret concernant le pouvoir d'achat n'ait ainsi été annoncé par Nicolas Sarkozy dans ses discours programme sur le social prononcé mardi dernier au Sénat ou sur les fonctionnaires mercredi dernier à Nantes. Rien de sonnant et trébuchant, rien sur la reconnaissance des qualifications, mais toujours la même rengaine sur la nécessaire individualisation des salaires, la rémunération au mérite comme si notre pays ne souffrait pas suffisamment de l'incohérence (et parfois de l'inexistence) des grilles salariales, des minima qui commencent en-dessous du SMIC en contradiction avec la loi... Les solutions individuelles pour les salariés qu'elles soient sur leur salaire, ou leur couverture sociale, sont une impasse. Elles sont comme le loto, il y aura quelques dizaines de gagnants pour des millions de perdants à la différence près que ceux sont les actionnaires qui auront le gros lot ! Quant à l'imposture du « travailler plus pour gagner plus », les réveils vont être douloureux, car une chose n'a pas changé : ce sont toujours les patrons qui décident des heures supplémentaires.

En cette rentrée, nous allons donner plus de vigueur encore à nos campagnes salaires. Partout, dans chaque entreprise, chaque service, chaque atelier, nous allons poser la question de l'augmentation des salaires, de la révision des grilles salariales. Avec les salariés, organisons des mobilisations les plus unitaires possible, déposons nos exigences auprès des employeurs, exigeons des négociations.

C'est avec la même vigueur, la même détermination que nous voulons intervenir sur les questions de l'emploi. Le chômage des jeunes, celui des plus de 55 ans, le développement de la précarité sont les plaies de notre pays. Là encore, il ne faut plus de mots, il faut des actes.

Je le répète, pour développer l'emploi dans le secteur privé, réduire la précarité, il faut une politique économique et sociale dynamique, il faut accroître les protections des salariés.

C'est sur cette base d'accroissement des droits des salariés, de promotion d'une véritable « sécurité sociale professionnelle » que nous participons aux négociations en cours avec le MEDEF.

Je ne vous étonnerai pas si je vous dis que ces négociations n'avancent pas. Nous avons maintenant la confirmation des principaux points qui posent problèmes. Nous voulons plus de droits collectifs et de sécurité pour les salariés et le Medef nous propose plus d'individualisation, plus de contrats au gré à gré, la séparabilité à l'amiable, c'est-à-dire plus de facilités pour licencier, le travail le dimanche, le contrat de travail unique !

Que les points de vue du patronat et des organisations syndicales soient différents est dans l'ordre des choses. De la confrontation des points de vue dans la négociation peuvent sortir des propositions que les salariés trouvent acceptables : c'est une question de rapport de force. Mais, en l'occurrence, la négociation est biaisée, car, en reprenant systématiquement les positions du Medef, le Président Sarkozy met le patronat dans une position de force.

Le Medef et le Président de la République se sont également intéressés à l'évolution du contrat de travail. Pour nous, un contrat de travail digne de ce nom doit comporter au minimum deux clauses de principe : il ne peut être rompu sans un motif valable et la rupture doit toujours pouvoir être contestée.

Eh bien, je le dis clairement, ce que nous avons entendu toute la semaine dernière va à l'encontre de ces deux principes, soit frontalement en proposant des formes de contrat qui les foulent au pied délibérément, soit indirectement par l'intermédiaire de la supercherie ou du piège de la « rupture négociée » de gré à gré entre le patron et l'employé, en l'absence ou dans le dos des syndicats. Certes, il a été évoqué la transférabilité des droits à la formation ou à la prévoyance collective. Le chef de l'Etat se félicite que « *les partenaires sociaux se soient emparés de ce thème* » qu'il qualifie de difficile. Mais il exige pourtant que ça aille très vite. Sur ce sujet aussi le MEDEF est très à l'aise : ou la négociation avec les organisations syndicales aboutit à une proposition d'accord qui reprend ses thèses, ou il attend tranquillement que le gouvernement légifère en sa faveur !

Dans cette situation, les salariés n'ont pas d'autres solutions que d'intervenir pour faire valoir leurs exigences.

Au passage, il nous faudra clarifier quelques éléments du débat : ainsi en est-il de la flexicurité. La Cgt, avec quelques autres, récusé le terme et critique fortement le contenu. Il ne s'agit pas d'une réaction d'humeur. Les mots sont ce qu'ils sont, même nouveau-nés, ils sont déjà porteurs d'une histoire qui leur confère un sens. Dans « flexicurité » on entend surtout flexibilité et ce n'est ni un hasard ni une erreur. Or, la flexibilité est inséparable du développement simultané de l'intensification du travail, de la précarisation des statuts et de la non-reconnaissance des qualifications ou des compétences qui, ces 20 dernières années, ont marqué l'évolution des organisations productives et du marché du travail.

Comme d'autres, nous mesurons les défis qui sont devant nous. Le marché du travail français va connaître une période de bouleversements majeurs, sous l'effet du départ des classes d'âge nombreuses de l'après-guerre. Un tiers des emplois seront affectés par ces bouleversements d'ici 2015. Bien anticipé et bien géré, ce bouleversement peut favoriser le retour d'une situation de quasi plein emploi. Mais ceci n'est pas acquis et demande que soient traitées les questions de formation, de mobilité et de sécurité des salariés. C'est à cela qu'il faut s'atteler et vite !

Nous avons les yeux ouverts : des évolutions structurelles sont indispensables pour que notre pays sorte de sa crise. Nous avons des propositions, certaines sont communes avec d'autres organisations syndicales. Certaines ont même été adoptées dans des instances où sont représentées les différentes composantes de la société ; je pense par exemple au Conseil économique et social, qui, rien que cette année, a adopté des avis sur la sécurité sociale professionnelle, le travail du dimanche pour lequel il s'est montré très réservé ou encore la réforme de la représentativité syndicale pourtant urgente, mais que le président vient de renvoyer à l'année prochaine ou à la Saint glin glin. Voilà autant de propositions qui devraient être versées dans de véritables négociations. Elles tranchent avec la vision unilatérale que voudrait aujourd'hui nous imposer le Medef et le Gouvernement.

Pour créer des emplois, répondre aux besoins sociaux, il faut de la croissance. Certes une croissance différente, qui soit plus respectueuse des femmes et des hommes au travail, moins destructrice de l'environnement, moins dispendieuse en ressources rares, plus économe en énergie..., mais une croissance. Or notre pays est en situation difficile. Depuis plusieurs années les mêmes recettes libérales sont mises en œuvre avec les mêmes résultats catastrophiques. A force de cadeaux aux plus aisés, la dette n'a fait que s'accroître réduisant d'autant les marges de manœuvre de l'Etat en matière de solidarité et de services aux citoyens. Les mêmes, qui étaient déjà aux affaires dans la mandature précédente, n'ont cessé de fustiger l'Etat et les services publics, mais ce sont eux les responsables ! Ils ont exonéré à tout va, allégé sans cesse les contributions sociales des entreprises, baissé les impôts des plus aisés...et ils font mine maintenant de s'étonner et pour mieux tromper les citoyens, ils reprennent leur vieille litanie : c'est « la faute aux 35H » ! Ce n'est pas la « faute à Voltaire » ni « la faute à Rousseau », mais, c'est sûr, c'est leur faute à eux.

La crise financière qui secoue actuellement le monde et dont les conséquences se font déjà sentir sur les économies : ce n'est pas la faute des spéculateurs, des inventeurs de montages financiers opaques, des banques qui ont engrangé tant de profits ces dernières années, c'est la faute aux foyers américains

les plus pauvres qui ne peuvent plus rembourser leurs emprunts pour cause d'augmentation des taux d'intérêts.

La situation est difficile et, pour la résoudre, il faut changer de politique économique, mais méfions nous des formules toutes faites. Non, la « France n'est pas en faillite » contrairement à ce que vient d'affirmer le Premier Ministre. Cette formule n'a qu'un objectif, celui de nous préparer à un plan de rigueur pour tous les salariés. Une rigueur que les plus néophytes du gouvernement, comme la Ministre des finances, ont déjà annoncé avant de se faire tancer pour communication politiquement non correcte !

Ce gouvernement veut faire payer aux salariés plusieurs années de sa gestion libérale. Il annonce dans ce cadre son objectif de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux, sans réfléchir aux missions essentielles à accomplir. Oui, les fédérations syndicales de fonctionnaires ont toutes les raisons de construire leur riposte ce qu'elles envisageront lors de leur nouvelle réunion intersyndicale du 1^{er} octobre prochain.

Les exigences des salariés, voilà ce que nous allons aussi porter lors des prochaines conférences tripartites que le gouvernement a souhaité organiser en cet automne :

- le 4 octobre prochain, en matière de conditions de travail, avec cette exigence que le Medef arrête, comme il le fait depuis 3 ans et demi, de bloquer les négociations sur la reconnaissance de la pénibilité du travail et sa réparation
- le 23 octobre prochain, en matière d'emploi et de salaires, avec l'objectif de sortir avec des mesures concrètes et non des comités d'études de très long terme comme il l'a fait à chaque conférence salariale
- le 12 novembre prochain, en matière d'égalité professionnelle entre hommes et femmes, où il est hors de question de se satisfaire de nouveaux vœux pieux alors que la situation faite aux femmes au travail est insupportable.

C'est aussi dans cet état d'esprit offensif que nous voulons aborder le « Grenelle de l'environnement » avec l'objectif de gagner des droits nouveaux en matière environnementale pour les salariés et leurs institutions représentatives, pour que la lutte contre les effets du dérèglement climatique ne se résume pas à un nouvel épisode de communication tout azimut.

La convocation de ces conférences et autre Grenelle, se veut une tentative de prendre en compte l'avis des salariés, des syndicats, des associations, mais disons-le au jour d'aujourd'hui rien ne permet de voir ce qui sera réellement pris en compte.

Cher(e) amis et camarades, vous l'avez noté, nous avons à faire à une droite décomplexée, mais aux marges de manœuvre plus faibles qu'affirmées et à un MEDEF arrogant parce que s'appuyant sur le Président.

Cette appréciation ne relève pas du procès d'intention, mais elle s'appuie sur les seuls faits.

Les discours sont les discours, mais rapidement ils se heurtent au mur de la réalité.

Les salariés savent faire leurs comptes en fin de mois. Et ils vont les faire ! Ils savent comparer les promesses à leur réalisation. La situation, dont on sent déjà qu'elle bouge, va encore changer.

Nicolas SARKOZY a toujours soin de saupoudrer ici ou là quelques formules choc pour la presse et quelques bonnes paroles pour l'ouvrier ; pour l'ouvrier de ses rêves, celui qui est prêt à croire que, par la magie des mots et l'habileté de l'illusionniste, le travail va monter à la bourse des valeurs et la croissance va faire un bond à 3% comme un lapin qui sortirait d'un chapeau ! Il est « ficelle » comme on dit, mais sa ficelle est aussi vieille que le pouvoir qui le motive et qu'il affectionne : diviser pour régner, séduire pour tromper, arroser là où c'est déjà mouillé. Je ne résiste pas à la tentation de vous présenter

deux exemples récents du discours à géométrie variable ajusté à l'auditoire. S'adressant il y a quelques jours aux élèves de l'Institut régional d'administration à Nantes, il leur disait du fond du cœur : « *Si vous avez voulu devenir fonctionnaires, ce n'est pas, à votre âge, parce que vous vouliez un emploi à vie, c'est parce que, pour vous l'intérêt général, c'est quelque chose d'important, parce que, pour vous, ce n'est pas une formule creuse, mais une expression qui a du sens, qui exprime un engagement, une cause plus grande, plus belle que celle du seul intérêt personnel* ». Mais le 30 août à l'Université d'été du MEDEF, le même SARKOZY, flattant les bas instincts du patron ordinaire de l'industrie et du commerce, justifiait les raisons de sa présence parmi eux en ces termes : « *Si le chef de l'Etat n'encourage pas les chefs d'entreprises, alors pourquoi se plaindre que tant de nos jeunes veulent intégrer la fonction publique ?* »

Comme disait La Fontaine, « tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute »... Il disait aussi « selon que vous serez puissant ou misérable »... Là aussi ça se vérifie tous les jours !

Transformant les victimes en responsables et les responsables en innocents, le chef de l'Etat a trouvé le moyen, au nom du travail, de fustiger les salariés et de reporter par avance sur leurs épaules le poids des mesures à mettre en œuvre. Mais il ne fait pas ça n'importe comment. Il place toujours quelques grands coups d'encensoir à ceux qui travaillent et qui ont des fins de mois difficiles, avec les trémolos qu'il faut à l'endroit de ceux qui se lèvent tôt. Sa méthode consiste ensuite à s'adresser à chacun d'entre nous pour lui dire que, si ça va mal, c'est la faute de son voisin. Si votre voisin ne travaille plus à 55 ans, ce n'est pas parce que son entreprise a été restructurée, que ses dirigeants se sont débarrassés de lui parce qu'il ne tient plus la cadence ou parce qu'avec son ancienneté, il coûte trop cher, ou parce qu'ils ont toujours négligé de lui proposer une formation pour progresser ou se reconverter, non, c'est parce qu'il profite du « système » pour vivre sur votre dos comme le chômeur présumé coupable de fraude, le retraité qui a le sans-gêne de profiter d'une durée de vie allongée ; si vous avez un salaire insuffisant c'est parce que la loi vous empêche de travailler ; si on vous impose un temps partiel, c'est parce que votre beau-frère a des RTT ; si vous perdez votre emploi, c'est parce que votre cousin cheminot ou électricien garde le sien ; si votre retraite est amputée, c'est parce qu'il y a trop de fonctionnaires, c'est-à-dire trop de professeurs, trop d'infirmières, trop de pompiers, trop de juges, trop de policiers ; si votre fille ou votre fils ne trouve pas de travail, c'est parce que votre préfet n'a pas viré assez d'étrangers. Dans tout ça, remarquez le, il y en a toujours un qui ne porte pas le chapeau, c'est le manager de moins ou de plus de 50 ans et tous ses congénères, à qui on donne donc un bouclier fiscal pour les protéger et 13 milliards de nouveaux privilèges pour les arrondir. Donc, quand Le Président de la République déclare devant un parterre de journalistes : « *Le système n'est pas tenable financièrement, il décourage le travail, il n'assure pas l'égalité des chances et produit plus d'injustice que de justice* », il ne pense pas à la même chose que vous !

Les uns ont eu droit à un blindage soigné de leur capital et de leurs intérêts, mais aux autres on dit que le code du travail est « *une ligne Maginot juridique* ».

La politique que l'on nous prépare, c'est l'opposition permanente entre les citoyens, entre les catégories. C'est une société éclatée où l'on cherche sans cesse des boucs émissaires et où les immigrés sont, plus qu'à leur tour, montrés du doigt.

A la France fracturée que l'on nous prépare, nous entendons opposer une France solidaire, une France du respect, de la dignité et de la justice. Nous devons contribuer de toutes nos forces à la construire dans les entreprises et les lieux de vie où les intérêts du salariat sont en jeu.

Profitant du succès de l'offensive de printemps, on veut s'en prendre à l'ensemble de la protection sociale des salariés, pour en dynamiter les bases avant que le soufflé ne retombe.

Nicolas SARKOZY se targue souvent de promouvoir la franchise. Mais la seule qu'il ait concrétisée pour l'instant, c'est la franchise médicale, redoutable entorse au principe de solidarité qui, depuis sa création, fonde la Sécurité sociale. Le malade est maintenant purgé avant même d'être soigné, à moins qu'il ne

se résigne à faire semblant d'être en bonne santé. Oui, en cet an I de la nouvelle République, le proverbe « mieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade » est devenu un principe institutionnel.

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades, nous avons à faire à une offensive très dure contre le monde du travail, mais celle-ci, comme nous en avons connues d'autres dans notre histoire, est résistible.

Nous pouvons gagner de l'espace, si nous assumons pleinement nos responsabilités et le syndicalisme a des responsabilités particulières dans la période. Des responsabilités particulières d'autant plus grandes que les salariés lui font plus confiance.

Les démonstrations de cette confiance grandissante sont multiples, mais je n'en citerai qu'une, parce qu'elle est hautement symbolique : le même jour et dans la même salle du Sénat où Nicolas Sarkozy tenait son discours programme sur le social la semaine dernière, étaient dévoilés les résultats d'un sondage commandé par l'association des journalistes de l'information sociale et dans lequel il apparaissait que 53% des salariés faisaient confiance aux syndicats pour améliorer leur situation sociale, quand ils n'étaient que 43% à citer le gouvernement et 9% les organisations patronales ! Chez les jeunes, chez les salariés précaires, cette confiance dans les organisations syndicales est encore plus forte.

Cette confiance, c'est notre force, à nous de ne pas la décevoir !

Et d'abord, en occupant tout notre espace syndical, sans nous laisser dicter par d'autres notre conduite.

Ce qui est déterminant, c'est le degré d'implication des salariés. C'est le sens de notre démarche d'information et de consultation des salariés.

Mettons-les partout en situation d'intervenir. C'est ce qu'ont discuté nos premiers responsables tout au long de cette journée. C'est ce qu'ils ont décidé de mettre en œuvre.

Tous nos efforts doivent maintenant porter vers ce contact privilégié avec les salariés dans leur diversité.

Nous avons moins besoin de mots d'ordre censés soulever l'enthousiasme que de débats de fonds sur les moyens de rassembler, d'agir, de proposer des alternatives à tous les niveaux. Et pour ça, il n'est pas utile d'avoir fait les grandes écoles, il n'est point besoin d'être expert, il suffit d'être en prise avec les réalités que vivent les salariés, les privés d'emploi, les retraités et trouver avec eux les chemins qui les conduiront à construire ensemble des réponses solidaires à leurs exigences.

Oui ! Le syndicalisme dans son ensemble a dans cette période une responsabilité de premier plan. Il est aussi mis à l'épreuve : ou il apparaît comme complaisant et il perdra de sa crédibilité, ou il crée les conditions de son unité pour se faire respecter et ne pas être entraîné dans une spirale faite de reculs sociaux successifs.

La démocratie sociale n'a pas à s'effacer devant la démocratie politique. Les 53% de Français qui ont choisi Nicolas Sarkozy, n'ont pas voté pour toutes les lignes de son programme. A qui veut-on faire croire qu'ils ont voté pour le contrat unique ou la fusion ANPE-Unedic ou pour toutes les promesses multiples qu'a pu faire le candidat dans sa campagne ? Si tel était le cas, il n'y aurait plus qu'à aller se coucher, regarder la télévision, jouer à la belotte et attendre la prochaine élection présidentielle. Est-ce qu'un pays moderne, réactif, peut fonctionner de cette façon, peut exister dans la mondialisation ? Evidemment non. Et si cela était, il faudrait mettre en place sur le champ la TVA sociale qui était aussi une promesse du candidat mais qui se heurte à l'hostilité de la grande majorité de la population.

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades,

Nous avons déjà connu des gouvernements déterminés à imposer leurs vues, des périodes ponctuelles où leur présence dans les médias étaient plus importante que la nôtre – et de ce point de vue en ce moment nous sommes servis!- mais au bout du compte, tous les acteurs, y compris nous, ont du tenir compte du rapport de force. La communication même pilonnée n'évacue pas les réalités, ne résiste pas aux rassemblements unitaires, aux exigences de progrès social qui traversent de tout temps les sociétés.

C'est à cet ouvrage là qu'il faut maintenant nous consacrer.

Nous consacrer aussi au renforcement du syndicalisme et à la syndicalisation.

Nous ne compterons que pour ce que nous sommes et pas plus ! Et là où nous sommes ! C'est pourquoi, il est essentiel, pour ne pas dire vital, que dans l'immense effort de contact avec les salariés, que nous lançons aujourd'hui, de mettre en bonne place la question de la syndicalisation à la CGT.

Nous avons réalisé des progrès depuis le début de l'année. Prenons-les comme des encouragements pour mieux saisir les potentialités actuelles et décupler nos efforts.

Salut à toutes et à tous.

Et bon courage pour les semaines et les mois qui viennent !